

L'influence de la culture
sur le développement en Afrique noire

Etudes Africaines

Collection dirigée par Denis Pryn et François Manga Akoa

Dernières parutions

Régine LEVRAT, *Le coton dans la zone franc depuis 1950. Un succès remis en cause*, 2009.

Jean-Pacifique BALAAMO MOKELWA, *Eglises et Etat en République démocratique du Congo. Fondements juridiques et jurisprudence (1876-2006)*, 2009.

Jean Claude EKO'O AKOUAFANE, *La décentralisation administrative au Cameroun*, 2008.

Gaspard MUSABYIMANA, *Rwanda, le triomphe de la criminalité politique*, 2008.

Naba Jérémie WANGRE et Alkassoum MAIGA, *Enfants de rue en Afrique. Le cas du Burkina Faso*, 2008.

Mor FAYE, *Presse privée écrite en Afrique francophone, Enjeux démocratiques*, 2008.

Charlotte MWAMINI NAFISA, *La femme commerçante en Afrique et l'éducation des enfants. Le cas de la RDC*, 2008.

Antoine TSHITUNGU KONGOLO, *La présence belge dans les lettres congolaises*, 2008.

Bellarmin MOUTSINGA, *Les orthographes de l'oralité : poétique du roman gabonais*, 2008.

Pierre Kamé BOUOPDA, *Les émeutes du Renouveau*, 2008.

Pius NGANDU Nkashama, *Itinéraires et trajectoires : du discours littéraire à l'anthropologie*, 2008.

René-Pierre ANOUMA, *Aux origines de la nation ivoirienne 1893-1960, Vol. III : Nationalisme africain et décolonisation française 1945-1960*, 2008.

Pierre KAMBA, *Violence politique au Congo-Kinshasa*, 2008.

Hygin Didace AMBOULOU, *Le notaire et le service public*, 2008.

Fatimata MOUNKAILA, *Anthologie de la littérature orale songhay-zarma. Saveurs sahéliennes*, 4 tomes, 2008.

Jean-Baptiste Paluku NDAVARO, *La communication et l'exercice de la démocratie en Afrique*, 2008.

Amadou OUEDRAOGO, *Rites et allégories de l'initiation. Visions africaines et caribéennes de la totalité*, 2008.

Régine LEVRAT, *Le coton en Afrique Occidentale et Centrale avant 1950*, 2008.

Essé AMOUZOU

L'influence de la culture
sur le développement en Afrique noire

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2009
5-7, rue de l'École polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
harmattan!@wanadoo.fr
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-07521-4
EAN : 9782296075214

AVANT-PROPOS

La culture fait déjà depuis longtemps l'objet de préoccupations gouvernementales en Afrique noire. Nombreux sont les intellectuels qui estiment que les efforts déployés pour le développement du continent se sont, pour la plupart, soldés par l'échec en raison justement de la non prise en compte de la dimension culturelle. De vaines énergies ont été mobilisées avec parfois des résultats négatifs sur la croissance économique des pays.

C'est donc avec raison que l'on considère aujourd'hui que les initiatives de développement n'avaient pas suffisamment reçu l'adhésion des communautés parce qu'elles avaient ignoré cet aspect vital de la question qui concerne les valeurs coutumières traditionnelles qui permettent à l'individu de vivre en harmonie avec son environnement immédiat et avec tout ce que cela véhicule de sacré ou de culturel.

Dans une autre optique, certains facteurs culturels, même si les développeurs prennent des dispositions conséquentes pour éviter ou prévenir l'échec de certaines opérations de développement, contribuent à maintenir les populations dans l'ignorance et la pauvreté. Car, étant un phénomène multidimensionnel, la pauvreté n'est pas simplement un état, c'est aussi le résultat qui est produit et continuellement reproduit par l'interaction de processus culturels.

Lorsque certaines communautés rurales conçoivent qu'il est hors de question de faire bouillir l'eau de marigot avant de la consommer pour la raison que seuls les morts boivent l'eau bouillie, c'est la preuve irréfutable que certaines conceptions d'ordre culturel qui constituent le lot des croyances pour certains peuples, représentent un obstacle majeur pour le développement sanitaire.

On voit bien que la question de la pauvreté dans le tiers-monde n'est pas seulement un phénomène lié à l'insuffisance de revenus monétaires ou à la précarité des conditions d'existence matérielle mais un problème d'ordre idéologique qui maintient et entretient les déshérités dans la misère.

En conséquence, une évaluation des causes de la pauvreté doit tenir compte tant de l'inaccessibilité aux services sociaux de base (santé, éducation), aux infrastructures, de la difficulté d'atteindre un niveau de consommation minimale que des facteurs culturels qui entraînent la vulnérabilité et l'incapacité d'agir.

Les analyses des développeurs doivent donc dorénavant identifier les pauvres en utilisant non seulement des seuils de pauvreté dérivés des niveaux de consommation des ménages, mais aussi et surtout en prenant en compte d'autres aspects de la pauvreté tels que l'ignorance et les croyances empiriques révolues qui retardent malheureusement l'épanouissement des populations.

L'Auteur

INTRODUCTION

Le siècle qui s'est achevé aura été marqué par un débat élargi et prolifique, mais aux issues incertaines sur les questions de développement.

En effet, défini comme un processus continu, un ensemble de modifications profondes et positives intervenant dans les structures économiques, sociales, politiques, le cadre institutionnel, les mentalités, bref les conditions de vie des populations, le développement, ou du moins les problèmes y afférents se sont révélés ces dernières décennies comme la préoccupation majeure des dirigeants du monde qui ont multiplié dès lors, des initiatives de tous genres en vue de résorber la pauvreté sans cesse grandissante au sein des populations. Près de soixante ans se sont effectivement écoulés depuis que l'ONU et bien d'autres institutions spécialisées ont été créées pour faire en sorte que le monde devienne un lieu de vie meilleure et plus sûre pour tous. Ainsi, bien que sortant à peine des horreurs et des dévastations de la Seconde Guerre Mondiale, leurs fondateurs étaient fermement convaincus que le pouvoir conjugué de la raison et de l'idéalisme ne manquerait pas de guider les hommes sur la voie d'un plus grand bien-être. Progrès et développement étaient dès lors les maîtres-mots de cette vision du monde : ils reflétaient l'image d'un front en marche, d'un mouvement inéluctable et auto-entretenu, s'appuyant sur l'évolution technologique et la production économique.

Depuis le siècle des lumières (18ème siècle), cette conception matérialiste du développement domine le cours de l'histoire, se glorifiant de succès spectaculaires en particulier dans les pays du Nord : allongement de l'espérance de vie, recul de certaines maladies, élimination des famines généralisées, amélioration du confort et de la vie quotidienne, propagation du savoir, reconnaissance de certains droits universels de la personne humaine...

Mais, plus récemment encore, le souci d'élargir ces avancées au monde entier, en particulier au monde en développement, s'est traduit par des rencontres internationales, notamment la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) tenue au Caire en 1994, le Sommet Mondial sur le Développement Social tenu en 1995 à Copenhague, le Sommet du Millénaire tenu en 2000 à New York. Ce dernier, or-

ganisé avec faste et considéré comme le plus grand show jamais organisé par la Communauté Internationale en faveur du développement, avait abouti à la formulation de huit objectifs aussi ambitieux les uns que les autres, considérés comme les principales lignes directrices à suivre pour la formulation des politiques nationales et des projets de développement censés conduire au bien-être des populations.

En fait, cette mobilisation monstre, qui d'ailleurs paraît parfois plus théorique que pratique, procède d'un constat amer : l'histoire plus ou moins récente de l'humanité depuis la Seconde Guerre Mondiale, démontre à suffisance que les stratégies de développement mises en place pour assurer le bien-être des populations ont connu d'énormes difficultés et n'ont pas toujours abouti aux résultats escomptés. Aussi indéniables qu'ils soient, les bienfaits enregistrés ne sont malheureusement ni également, ni même équitablement répartis. Ainsi, malgré trois, voire quatre décennies d'actions internationales en faveur du développement, le fossé entre riches et pauvres n'a cessé de s'élargir, ce processus s'accompagnant d'une dégradation de l'environnement, de la destruction de ressources non renouvelables, de l'exclusion, de l'aliénation de certains groupes sociaux et d'une détérioration des conditions de vie dans de nombreuses régions du monde en particulier en Afrique noire.

En effet, « le développement de l'Afrique subsaharienne continue de représenter le défi le plus grave qui se pose au monde entier. » (Banque Mondiale, 2005, P.11). Edwige AVICE, ancienne ministre française de la coopération dira à propos de ce continent :

« Tous ceux qui aiment sincèrement l'Afrique voient s'approcher le 21^{ème} siècle avec inquiétude : les crises récurrentes, les indicateurs économiques au plus bas, la démographie qui dépasse de loin la croissance, les phénomènes politiques et sociaux, le réveil religieux dessinent les traits d'un continent malheureux que la communauté internationale fataliste déclare trop volontiers privé d'avenir.» (in MICHAÏLOF S. et al, 1993, P.7).

Ainsi, devant la situation alarmante des populations africaines qui souffrent à la fois de désagrégation de leurs Etats, du gaspillage séculaire des richesses du continent « orchestré » par les grandes firmes multinationales, du développement des maladies mortelles telles que le paludisme ou le SIDA dont les possibilités de traitement sont laissées aux mains des

grands laboratoires qui n'y voient aucun intérêt financier, de la concurrence économique des agriculteurs fortement subventionnés au Nord, du paiement des dettes faramineuses contractées par des dirigeants corrompus soutenus par les pays riches en contrepartie d'une soumission aux politiques désastreuses des institutions de Bretton Woods, il y a lieu d'être sérieusement inquiet. Que faire dès lors face à cette situation qui semble apocalyptique ?

C'est en réponse à cette question pressante et urgente qu'au cours des dernières décennies, il a été facile de relever un foisonnement, pour ne pas dire une diarrhée d'initiatives d'envergure visant à promouvoir des propositions censées entrouvrir de nouvelles voies d'espérance pour ce continent meurtri.

Les politiques et surtout les projets de développement local, surtout en milieu rural où l'urgence est beaucoup plus de mise selon MICHAÏLOF (1987) et qui aspirent d'ailleurs l'essentiel de l'Aide Publique au Développement (APD), ont constitué à cet effet les instruments privilégiés de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité des populations en Afrique noire. Ils se sont progressivement institutionnalisés après la Seconde Guerre Mondiale, avec la création d'organismes financiers et opérationnels spécifiques. Leurs objectifs étaient et demeurent nobles.

Cependant, aujourd'hui, en jetant un regard rétrospectif, analytique et critique sur les projets conçus et exécutés jusqu'alors dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, dont le Togo, le constat qui s'impose est loin d'être reluisant : très peu de ces projets ont apporté les résultats escomptés. La plupart se sont lamentablement soldés par des échecs retentissants. Certes, on n'ira pas jusqu'à dire comme certains qu'ils ont plutôt accentué la pauvreté des communautés, mais il est tout de même évident qu'après une longue expérience en matière de projets de développement, l'Afrique ne se porte pas mieux qu'il y a quelques décennies. La communauté internationale, les décideurs et les planificateurs ont cru trouver la solution en prônant la prise en compte de la dimension culturelle dans les processus de développement. Mais, n'empêche, le « mal développement » du continent noir est toujours une question d'actualité. Alors, on pourrait se demander pourquoi la persistance des échecs malgré tant de discours prônant la prise en compte de la dimension culturelle qui, semble-t-il, devrait garantir la réussite des actions de développement ?

C'est à cette question que la présente analyse contribuera à répondre. Certes, des recherches ont été menées sur la question de l'échec des projets de développement en Afrique, mais le cas typiquement togolais et encore moins les fondements culturels qui y sont liés ne semblent pas creusés à suffisance. Comprendre et appréhender dès lors les facteurs explicatifs majeurs de l'échec des opérations de développement au Togo et en particulier les facteurs d'ordre culturel, telle est l'ambition que se donne cette contribution.

PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE NOIRE

Les espoirs qu'avaient fait naître les deux premières décennies des Nations Unies pour le Développement se sont évanouis dans une large mesure au cours des dernières années. Et trois facteurs permettent d'expliquer cette déception : d'abord, les résultats économiques escomptés n'ont pas été obtenus ; ensuite, là où une croissance économique a été observée effectivement, les inégalités se sont accrues ; enfin, le développement a produit des conséquences culturelles énormes (au sens anthropologique du terme) qui n'avaient pas été prévues ou souhaitées par ses promoteurs et bénéficiaires.

« Passée l'euphorie prématurée et illusoire d'une croyance en un développement mesuré à l'aune des seules valeurs économiques, il a fallu bien vite déchanter et se rendre à l'évidence que cette voie conduit dans 90% des cas à un échec plus amer que la réalité de départ qu'il s'agit de transformer. » (CICIBA, 1989 :11).

Le résultat en est qu'aujourd'hui, les problèmes de développement sont encore plus poignants et plus prégnants que jamais, surtout en Afrique subsaharienne.

En effet, rarement dans l'histoire de l'humanité un continent aura été autant sous le feu des projecteurs que ne l'est depuis quelques années l'Afrique, « *ce cas particulier* ». Et pour cause, le continent africain au sujet duquel nombreux étaient ceux qui fondaient de grands espoirs dans les années 50 et 60 suscite depuis quelques années tant en son sein qu'à l'extérieur, un certain scepticisme, voire une inquiétude grandissante et légitime – en notre entendement - quant à son devenir. Que sont devenues aujourd'hui les promesses de prospérité et de bien-être que scandaient il y a plus d'un demi-siècle les leaders nationalistes de l'ère des indépendances ? Ceux-ci, et même leurs cadets ont-ils eu une perception juste des enjeux réels du développement du continent ? Et si c'est l'Afrique elle-même qui refusait le développement ? (KABOU A., 1988)

Une chose est certaine aujourd'hui : « *l'Afrique est en panne.* » (GIRI J., 1986). Edgar PISANI écrira d'ailleurs à ce propos :

« L'Afrique apparaît sur les écrans du monde sous forme de clichés dramatiques : sécheresses, famines, désordres, coups d'état, épidémies, réfugiés (...) le désert avance, engloutissant des millions d'hectares chaque année ; les équilibres naturels chancellent parce que sont saccagés les forêts et les couverts végétaux. Les enfants naissent, innombrables : personne ne peut dire combien de temps ils vivront. Les villes monstrueuses étirent leurs bidonvilles surpeuplés. Les hommes s'entre-déchirent pour des frontières de sable ; les catastrophes se donnent rendez-vous. L'Afrique de la nature est somptueuse ; celle des hommes est souriante ; mais l'image qui s'impose à la conscience du monde est misérable, dure, impitoyable. C'est celle d'un continent immensément pauvre, soumis à la fatalité ; l'homme y passe son temps à repousser sa mort de quelques instants sous un ciel magnifique. » (PISANI E., 1988 : 17).

Loin d'être exagérée, cette image de l'Afrique présentée par l'un de ses plus éminents spécialistes occidentaux, se révèle comme une réalité, une réalité attristante.

En effet, plus de treize ans après la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) tenue au Caire en 1994, douze ans après le Sommet Mondial sur le Développement Social tenu à Copenhague en 1995 et sept ans après le Sommet du Millénaire tenu à New York en 2000, qui d'ailleurs ont tous abouti à la formulation de résolutions, recommandations et objectifs ambitieux visant à l'amélioration des conditions de vie des populations du monde, des dizaines de millions d'Africains, parmi les plus jeunes et les plus vulnérables de la population continuent de mener une vie difficile qui bien trop souvent, s'achève prématurément.

Selon Michael Fleshman, « le plus grand obstacle à l'amélioration de la situation des populations en Afrique et dans d'autres régions en développement est la pauvreté. » (Fleshman M., 2002 : 6). Mais cette pauvreté paraît très étonnante sur un continent qui regorge de tant de richesses naturelles et humaines comme l'a reconnu à juste titre Serge Michailof (1987). Toujours est-il que, selon les données de la Banque Mondiale (2002), environ 70 millions d'Africains sont allés grossir les rangs des indigents au cours des années 90. Le nombre d'enfants et adultes africains

qui arrivent tout juste à survivre est passé à 300 millions sur une population totale estimée à plus de 700 millions. Une étude menée par la Banque Mondiale en 1998 dans les pays où vivent plus de 60% de la population africaine a conclu que plus de la moitié des personnes enquêtées vivaient en dessous du seuil de pauvreté. A une époque de prospérité sans précédent pour la planète avec une économie globalisée estimée à 300 milliards de dollars US, les économies africaines quant à elles sont demeurées dans un terrible marasme, le PIB ayant diminué de 0.7% entre 1988 et 1999. Les Statistiques de la Banque Mondiale indiquaient que de ce fait, le PNB par habitant en Afrique Noire qui avait déjà reculé de 509 dollars en 1980 à 381 dollars en 1990 est tombé à 323 dollars à peine en 1999.

« ...l'efficacité des petits projets n'est pas non plus évidente aujourd'hui. Certains se sont heurtés à des problèmes écologiques, d'autres aux limites de la coopération avec les fonctionnaires africains, d'autres n'ont pas vu l'importance des différences culturelles ou ont sous-estimé les rapports de pouvoir au sein des sociétés paysannes. La plupart ont péché par manque de technicité. Beaucoup ont fonctionné sur un mythe autogestionnaire.» (1987 : 13).

Serge Michailof (1987) ira jusqu'à dire de la plupart des projets qu'ils accentuent plutôt l'indigence des populations supposées bénéficiaires.

En effet, lorsqu'on tente de poser un diagnostic clair ou de réaliser un bilan des projets de développement réalisés jusqu'ici sur le continent, le Togo, cadre spécifique de cette étude inclus, on se rend compte que les résultats sont loin d'être satisfaisants, la plupart s'étant soldés par des échecs camouflés par des rapports d'évaluation tronqués.

La problématique de l'échec des projets de développement en Afrique Noire a fait l'objet d'une littérature dont l'importance n'a d'égal que les enjeux liés à la question. Javier Pérez de Cuellar disait à ce propos :

« Les efforts en faveur du développement avaient souvent échoué parce que de nombreux projets de développement avaient sous-estimé l'importance du facteur humain, cet écheveau complexe de relations et de croyances, de valeurs et de motivations, qui est au cœur même d'une culture. » (UNESCO ; Notre diversité créatrice, 1995 : 1)

C'est donc ainsi que dans le débat relatif à la recherche des facteurs explicatifs de l'échec des initiatives de développement, la culture a pris dans un passé plus ou moins récent, une place de choix. En effet, partant du constat d'échec de la plupart des initiatives de développement mises en œuvre surtout dans les pays en développement, et posant l'hypothèse que cela est dû à la non prise en compte des réalités endogènes, l'UNESCO a organisé dans les années 60, 70 et 80, une série de conférences en vue de poser les bases d'une nouvelle forme de développement « de l'intérieur ». A cette rencontre, était née l'idée d'une politique culturelle aux côtés des politiques économiques et sociales.

C'est d'ailleurs dans cette lignée que, l'institution a lancé la décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) dont l'objectif premier était la promotion de la dimension culturelle du développement.

La Convention de Lomé III s'est aussi préoccupée de la question. Et de multiples initiatives ont été entreprises en vue de répondre au double défi posé par celle-ci :

- Défi des pays ACP à faire valoir des projets de développement où la dimension culturelle soit effectivement prise en compte ;
- Défi des pays de la Commission des Communautés Européennes (CCE) en direction des Etats ACP pour qu'ils identifient concrètement des valeurs spécifiques, facteurs de succès (ou d'échec quand elles ne sont pas prises en compte) de si nombreux projets de développement économique.

D'ailleurs, comme ont eu à le souligner Zajaczkowski, Piganiol et Richeri (1985), le développement global implique le refus de l'émiettement de la politique culturelle et des politiques économique et sociale.

Chose curieuse alors, la culture qui jusque là était considérée comme obstacle au développement est désormais présentée comme facteur clé du succès des initiatives de développement. Le Professeur Akibodé disait à juste titre à ce propos :

« L'échec aujourd'hui amplement reconnu des politiques de développement suivies en Afrique, engendre un intérêt nouveau pour la culture. Tenus récemment pour des phénomènes secondaires, les problèmes culturels sont désormais envisagés par un nombre croissant de chercheurs

comme une dimension essentielle du changement social, voire comme la dimension fondamentale du développement. » (in Commission Nationale Togolaise pour l'UNESCO ; 1996 : 50).

Abondant dans le même sens, Mbuyumba affirme en substance : « Contrairement aux années 1960 où la culture était considérée comme un obstacle aux processus de modernisation et de développement, la culture doit être reconnue à la fois comme l'élément moteur du processus de développement et comme le but ultime de la croissance. » (Commission Nationale Togolaise pour l'UNESCO, 1996 : 26).

La culture est ainsi de plus en plus considérée comme le moteur, voire l'un des éléments les plus dynamisants de tout processus de développement ayant à cœur d'apporter des résultats probants. Bref, comme le soulignait pour sa part Jean Adam Nyame :

« Le rôle fondamental de la culture dans le développement, dans la construction de la paix et de la démocratie, dans la préservation de l'environnement commence à s'inscrire en lettres capitales au sommet de l'échelle des priorités internationales. » (Commission Nationale Togolaise pour l'UNESCO, 1996 : 35).

Aussi, de nombreuses études ont-elles été commanditées et des ateliers et séminaires organisés dans nombre de pays mettant l'accent sur la dimension culturelle dans l'éducation et le monde du travail, l'environnement, l'agriculture, les relations entre les sexes, la santé, la technologie, la gestion et le processus de développement lui-même. Mais en réalité, comment se présente la dynamique relationnelle entre la culture, les politiques et les projets de développement en Afrique subsaharienne ? Les cultures africaines seraient-elles aujourd'hui totalement dépouillées des pratiques qui avant les années 60, en faisaient des obstacles au développement sur le continent ? Si oui, comment expliquer alors la persistance des échecs malgré près de trois décennies d'action en faveur de la dimension culturelle du développement dont la promotion était censée apporter des résultats décisifs ? Célestin Monga n'aurait-il pas raison en affirmant que : « célébrer l'importance des facteurs culturels dans le processus de développement politique et social des sociétés africaines apparaît de plus en plus comme un vœu pieux et démagogique que les hommes politiques africains se plaisent à énoncer publiquement, dans le seul but de décorer leurs discours et de se mettre à la mode. » ? (MONGA C., 1992 : 80)

Bref, quelle est la nature réelle de l'incidence de la culture sur les projets de développement en milieu rural africain ? Par quel mécanisme les cultures africaines peuvent-elles constituer un obstacle au succès de la mise en œuvre des projets de développement ?

L'ECHEC DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : LA
CULTURE EN CAUSE

Le mal-développement de l'Afrique a alimenté beaucoup de débats.

L'analyse des causes du retard du continent noir a souvent mis en avant les responsabilités liées aux violences de l'histoire, de l'esclavage à la mondialisation en passant par la colonisation. Les facteurs endogènes ont été dans une large mesure occultés. Or, aussi logique que cela puisse paraître, aucune politique, aucun programme, aucun projet de développement n'a de chance de réussir dans un contexte culturel défavorable et non assaini. L'oeuvre d'Axelle Kabou (1991) et celle de Daniel Etounga-Manguelle (1993) ont été un effort tendant à faire la part des choses puisque ces auteurs, tous deux, dans une perspective de rupture avec les modèles d'analyse prédominants, ont essayé de démontrer que dans une certaine mesure, les cultures africaines constituent un obstacle au développement du continent. Cette analyse transparait à travers « le refus du développement » dont Axelle Kabou crédite l'Afrique noire et « la nécessité d'un programme d'ajustement culturel » proposée par Daniel Etounga-Manguelle. Mais en fait quels sont les paramètres, les réalités, les pratiques et les conceptions ou représentations qui permettent d'établir le caractère inhibiteur des cultures africaines ? En d'autres termes, en quoi les cultures africaines peuvent-elles constituer des obstacles pour le succès des projets de développement et partant, pour le développement global du continent noir ?

L'analyse se fera à la lueur d'un certain nombre de représentations et de théories plus ou moins dominantes dans la mémoire collective africaine en général, mais aussi à travers des études de cas concrets de projets et actions mis en oeuvre dans le contexte africain en général et togolais en particulier, allant du développement social et économique à la santé, en passant par la gouvernance politique et économique, le genre, la question des droits de l'enfant.

DES CONCEPTIONS ET REPRÉSENTATIONS SUICIDAIRES

Par définition, la culture est l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Les mentalités, les conceptions, les représentations et idéologies plus ou moins partagées au sein des communautés font partie ainsi du répertoire des traits distinctifs de toute société et sont susceptibles d'impulser le développement ou au contraire d'en limiter la portée. Une analyse du contexte africain permet de relever un certain nombre de ces traits psychosociologiques et intellectuels dont la généralisation peut porter entrave aux processus de développement.

LE DÉVELOPPEMENT, « LA CHOSE DU BLANC »

L'un des obstacles psychologiques majeurs au développement des sociétés africaines est cette tradition qui veut que le développement et ses accessoires soient perçus comme l'exprime si bien Axelle Kabou (1991), « un phénomène anti-africain », ou encore « la chose de l'homme blanc ». Inutile de préciser ici que cette représentation que se font à tort ou à raison certains Africains du développement, induit des attitudes de rejet, de repli sur soi, de « refus du développement » pour employer une expression chère à Axelle Kabou et Edem Kodjo. L'histoire des politiques et des projets de développement sur le continent noir recèle d'exemples de résistance ou de refus d'adhésion de la part des populations censées en bénéficier. Certes, il est vrai que la faute est parfois imputable aux planificateurs qui omettent souvent de les associer aux processus d'élaboration, de mise en œuvre et de gestion des actions, mais il n'en demeure pas moins que les mentalités qui consistent en une stigmatisation des initiatives de développement comme la « chose du blanc » ont fait perdre aux populations africaines de multiples occasions de sortir dans une certaine mesure de la pauvreté.

A titre illustratif, dans une étude menée en 2004 sur les entraves culturelles au développement de l'agriculture dans le canton d'Atsangbadè, le sociologue Palasssi a découvert que l'introduction de la culture attelée

avait en partie échoué en raison de la résistance culturelle opposée par les populations fort attachées aux méthodes traditionnelles, arguant du fait que les ancêtres ont toujours bien vécu en s'en tenant à ces techniques archaïques. Le réalisme ou le pragmatisme ne commande-t-il pas un comportement d'ouverture aux innovations ?

Dans ces conditions, peut-on parler du sous-développement du continent sans le mettre en relation avec les mentalités africaines ? Daniel Etounga-Manguelle n'a-t-il pas raison d'écrire : « pour nous, la cause globale, la cause unique, celle qui est à l'origine de toutes les déviations, c'est la culture africaine, caractérisée par son autosuffisance, sa passivité, son manque d'ardeur à aller à la rencontre des autres cultures avant que ces dernières ne s'imposent à elle et ne l'écrasent, son incapacité une fois le mal fait, à évoluer à leur contact sans tomber dans un mimétisme abject » ? (1994 : 58). Même si l'analyse de Daniel Etounga-Manguelle pêche par trop de généralisation et de rigidité, il n'en demeure pas moins qu'elle touche du doigt une des caractéristiques essentielles, mais phagocytaires de la pensée vulgarisée par certains intellectuels africains. Même si les modèles de développement tels que proposés ou plutôt souvent imposés par les organismes internationaux ne sont pas toujours à l'avantage des populations locales africaines, les rejeter en bloc en les considérant comme des choses du « blanc » ne résout en aucune manière le dilemme. Au-delà des contestations, il s'agit surtout pour le continent de développer des capacités de proposition et de construction de modèles nouveaux adaptés à ses réalités, ce qui ne semble pas pour l'instant totalement réussi après un demi-siècle de « libération ».

REPLI IDENTITAIRE ET CONFLITS CULTURELS COMME FACTEURS D'ENTRAVE À L'OUVERTURE ET AU SUCCÈS DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Le phénomène de repli culturel ou identitaire se passe aussi et souvent à l'intérieur des frontières nationales entre différentes communautés vivant sur le même espace géographique où des populations, parce que originaires d'ethnies différentes et nourrissant de préjugés les unes envers les autres ou encore s'attachant à des conflits séculaires de classes sociales ou de castes, sont parfois incapables de se regrouper autour d'activités de

développement communautaire ; ceci constitue dans une certaine mesure, à n'en point douter, l'un des facteurs majeurs d'échec des processus de développement en Afrique. Ceci a été démontré à suffisance par Katagna (2006) dans son mémoire de maîtrise de sociologie portant sur les contraintes et possibilités de la participation des populations à la mise en œuvre des projets sociaux.

En effet, étudiant le cas du Projet d'Infrastructures Socio-Collectives (ISC) du 4^{ème} PPMR (Plan Pluriannuel de Micro-Réalisation) dans le canton de Kouméa au Nord du Togo, projet dont la mise en œuvre met un accent particulier sur la participation communautaire, le sociologue soutient que l'entente participe dans une large mesure à l'implication communautaire. Ainsi, seuls les villages où la solidarité communautaire et l'entente sont fortes choisissent véritablement les microréalisations qui leur conviennent et enregistrent une forte participation populaire, ce qui n'est pas le cas dans les villages où règne la mésentente et où il a été constaté par conséquent une faible participation des communautés aux travaux de construction des Infrastructures Socio-Collectives. L'auteur de cette étude fort intéressante témoigne à ce propos : « ...Cependant, dans d'autres cas, la participation des villageois qui ne se sentent pas concernés est très difficile à obtenir comme par exemple la réfection des bâtiments scolaires à l'EPP Centrale Sondè. C'est une école pour tout le canton de Kouméa, mais seuls les habitants du village de Sondè où elle est construite se sentant concernés ont participé. (...) Dans le canton, il existe des conflits latents entre les différents villages comme par exemple Sondè-Karè ou Sondè-Sèdina qui sont de vieux conflits, mais que les générations actuelles ravivent. Ceux-ci sont source de mésentente entre les populations et ne favorisent pas une bonne participation des bénéficiaires. » (Katagna, 2006 : 84)

Un autre exemple pertinent a été rapporté par les chercheurs du Centre International des Civilisations Bantou (CICIBA) : « Dans un projet de construction d'un pont entre deux villages, on a constaté l'obstruction du village non enclavé par lequel il fallait désenclaver l'autre ; l'obstruction venait du fait que la population du village à désenclaver était issue de relations anciennes d'esclavage avec le premier village où se trouvait le chef des terres. » (1989 : 45)

Comme on peut le constater, les conflits séculaires de tous ordres qui font partie de l'héritage culturel des communautés humaines et transmis à

ce titre de génération en génération, peuvent dans une certaine mesure constituer des facteurs d'entrave à la réussite des actions de développement.

DES CROYANCES ET PRATIQUES ENTRAVANTES AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

S'il existe des pratiques qui portent entrave au développement social des pays de l'Afrique noire, la pratique de la sorcellerie en fait certainement partie.

En effet, l'épanouissement des enfants, voire des adultes est très souvent hypothéqué dans certaines sociétés par la sorcellerie qui fait partie intégrante du répertoire culturel du continent noir. Certes, l'Afrique noire n'a pas le monopole de la pratique de la sorcellerie, mais on ne peut non plus nier qu'il s'agit d'un sujet très préoccupant dans certaines communautés, surtout rurales. Voici le témoignage que le sociologue Lakpo Kossi en faisait dans son mémoire de maîtrise portant sur le milieu Ewé : « Parmi les enfants qui allaient à l'école, nombreux furent les plus brillants qui étaient la cible des sorciers qui les éliminaient ou les rendaient malades. » (2006 : 83)

La sorcellerie est donc une de ces pratiques négatives qui portent entrave au développement de certaines communautés locales en Afrique noire en général et au Togo en particulier. C'est d'ailleurs pourquoi comme l'écrivait Claude Rivière, « la mort du sorcier, fauteur de troubles soulage la société et innocente les autres hommes. Elle opère au niveau des croyances comme un avènement du salut collectif, une restauration de l'ordre. » (1981 : 205)

La pratique de la sorcellerie a été aussi à l'origine de l'échec d'un programme de garderie initié par l'ONG Aide et Action en 1997 qui en fait devait contribuer à l'allègement des tâches pour les femmes. Celles-ci devaient ainsi laisser leurs enfants en très bas âge à la garderie sous la surveillance de deux consoeurs du village. Mais la suspicion était si forte que les femmes ont eu de la peine à adhérer à ce projet qui, en allégeant leurs tâches, aurait pu les aider à mieux s'occuper de leurs activités gé-

néatrices de revenu. « Comment confier son enfant à une autre personne et être sûre de le récupérer sain et sauf » ? s'exclament-elles. » (Aide et Action, 1997 : 28)

Il est donc clair que la sorcellerie est un facteur perturbateur majeur dans certaines localités ; et comme on a eu à le souligner ailleurs, il ne peut y avoir de développement réel, ou du moins d'actions de développement réussi dans un contexte socio-culturel qui ne s'y prête pas.

En effet, parmi la multitude de projets qui ont connu un échec en raison de la négligence de la prise en compte du facteur humain, figure aussi le Projet PSTP (Programme Spécial de Travaux Publics à Haute Intensité de Main d'Oeuvre en Milieu Rural) financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à deux millions deux cent quinze mille (2.215.000) dollars EU.

Ce projet avait pour finalité d'endiguer l'exode rural, de résorber le chômage et d'augmenter la production agricole. Il s'agissait donc de concevoir des stratégies susceptibles de ralentir l'émigration, de rénover les exploitations agricoles afin d'améliorer quantitativement et qualitativement les rendements.

C'est dans cette optique que le gouvernement avait préféré orienter plutôt l'aide du BIT en faveur de l'emploi vers la Jeunesse déscolarisée, afin de redynamiser l'agriculture moribonde. Pour ce faire, de jeunes candidats ont été recrutés et plusieurs d'entre eux sont formés à l'agroécologie. Il s'agissait dès lors pour les jeunes recrues de devenir de véritables agents de développement des milieux ruraux à travers l'adoption de nouvelles mesures d'accroissement des rendements agricoles et la pratique de nouvelles techniques culturales modernes.

Cette nouvelle stratégie, adoptée en mars 1985, dont les objectifs sont, entre autres, l'autosuffisance alimentaire et le mieux-être des masses rurales, constitue un appui essentiel qui doit déclencher et accélérer le processus de transformation de l'agriculture traditionnelle en produisant un effet d'entraînement auprès des paysans en milieu rural. Mais c'était justement compter sans les fameux facteurs humains et culturels dans les milieux d'implantation dudit projet.

Tout compte fait, le constat après six années de mise en œuvre est que le programme s'est heurté à un certain nombre d'obstacles qui ont compromis sérieusement sa réussite. Et l'un de ces obstacles relève des faits mystiques et de la sorcellerie.

En effet, l'un des jeunes agriculteurs, qui avait auparavant reçu une formation en agronomie a raconté aux évaluateurs du projet une histoire fort impressionnante : c'est la mésaventure de cet agriculteur qui avait vu de ses propres yeux son voisin se transformer en phacochère pour dévaster son champ. Inutile de préciser que par cet acte relevant de la jalousie ou consécutif à des conflits séculaires, les rendements ont été nuls pour cette victime. Même si cette histoire est pratiquement impossible à prouver scientifiquement, il faut tout de même convenir qu'il s'agit là d'une des réalités typiquement africaines qu'il faut se garder d'occulter lorsqu'on se propose de faire une analyse exhaustive d'un fait social à l'instar de l'échec des projets de développement.

Par ailleurs, dans certaines communautés, les pratiques traditionnelles sont tellement enracinées que les innovations ont peu de chance de réussite. Sur le plan agricole par exemple, le témoignage des chercheurs du CICIBA est assez édifiant sur la question : « Les chefs traditionnels ou les aînés d'un village ont encore souvent beaucoup à dire dans le choix des cultures ; en outre, un individu prendra difficilement le risque de se singulariser du reste de la communauté en promotionnant une nouvelle variété de culture, car ce faisant, il s'expose non seulement à la critique, mais aussi au danger d'être victime des forces occultes. » (1989 : 27)

On a pu observer en Afrique centrale la réticence de certains paysans à utiliser des outils, s'explique par le fait que dans leur mentalité, les objets, êtres inanimés, peuvent s'animer sous l'impulsion d'une intervention humaine ou divine, que ce soit dans un sens négatif ou positif. C'est ainsi qu'ils justifient aussi souvent la technique culturale du brûlis de la manière suivante : « les ancêtres l'ont toujours fait, et ils n'ont jamais eu faim » ; or, de l'avis des agronomes, cette technique n'est pas du tout convaincante du point de vue de la fertilisation des sols.

Dans ces conditions, comment peut-on prétendre à un quelconque développement ? Peut-on relever les nombreux défis de l'heure en restant résolument attaché à ces pratiques néfastes, dépassées et désuètes ? Le

marché du savoir, des connaissances et de la technologie évolue sans cesse, et pour en tirer profit, il faut nécessairement s'y adapter et accepter de tourner le dos au conservatisme stérile. Faute d'avoir compris cela, certaines communautés africaines sont encore à la traîne jusqu'aujourd'hui aussi bien sur le plan social qu'économique.

Dans un article intitulé « la dracunculose au Togo », le médecin, Barray Amana raconte une histoire on ne peut plus révélatrice :

« Dans une pièce à demi aérée et sobrement aménagée, gît au sol depuis quelques semaines un petit homme d'environ 35 ans, à l'allure modeste : Kossi. Des années durant, il a été l'une des personnalités les plus en vue dans le village de Gaméglé au Togo, dont la population regroupée au bord d'une mare s'élève à près de 600 âmes. L'endurance et la détermination de Kossi au travail de la terre lui ont valu, lors de la foire agricole nationale, le prix du meilleur agriculteur. Et pourtant, depuis deux ans, Kossi n'est plus qu'un quelconque homme que la maladie a rendu inactif. Comme ses frères du village, Kossi croit fermement que le mal qui le ronge est une manifestation des dieux ou d'un jaloux qui lui a jeté un mauvais sort, et c'est pourquoi il cherche l'origine de son mal de charlatan en charlatan. La réponse, pourtant, se trouve à quelques mètres de chez lui, dans cette mare où les villageois tirent quotidiennement leur eau de boisson. Kossi et les siens connaissent bien l'existence de ce ver filiforme communément appelé ver de Guinée, qui revient épisodiquement infester les habitants du village, manifestant sa présence par de douloureuses tuméfactions aux membres inférieurs.

Le mal provoque des périodes d'invalidité temporaire, qui se manifestent le plus souvent au moment des travaux agricoles. Elle frappe surtout les populations adultes actives, qui vivent dans les régions tropicales et subtropicales d'Asie et d'Afrique. »

<http://idrinfor.idrc.ca/archive/ReportsINTRA/pdfs/v15n4f/111136.pdf>.

Le drame ici vient surtout des croyances liées à cette maladie qui sévit au Togo et plus spécifiquement dans les préfectures de Yoto et de Zio où plus de la moitié de la population est affectée chaque année par la dracunculose. Ces représentations « irrationnelles » de la maladie qui sont fortement ancrées dans la conscience collective des populations des milieux ruraux en question, constituent malheureusement un obstacle majeur

à la mise en œuvre efficiente du Programme National de Lutte contre la Dracunculose parrainé depuis déjà quelques années par le gouvernement togolais. La plupart de ces populations croient en effet toujours que la dracunculose est une maladie des forces occultes et, par conséquent, ont généralement recours aux charlatans pour se faire soigner, ce qui ne fait qu'empirer leur situation imposant un fardeau socio-économique énorme aux familles et aux collectivités dans la mesure où elle frappe surtout les populations adultes actives et provoque des périodes d'invalidité temporaire. Or, l'agriculture est la principale source de revenu de ces populations rurales. Plus qu'une question de santé publique, cette maladie est porteuse d'enjeux socio-économiques énormes.

Mais le problème est d'autant plus préoccupant que très souvent, les mesures préventives préconisées par les programmes de prévention se heurtent aux traditions séculaires des localités ciblées. Il en est ainsi de certains villages de Zio et de Yoto où selon la tradition « un être vivant ne doit pas boire de l'eau bouillie. » Or il s'agit là de la seule mesure de prévention possible, étant donné la rareté des sources d'eau potable dans ces milieux. Inutile de préciser que face à de telles croyances qui demeurent toujours vivaces, le mal que constitue la dracunculose a encore de « beaux jours » devant lui et les programmes visant à son éradication ainsi que les projets de développement agricole ont encore fort à faire pour s'imposer et inverser la tendance à la croyance des âmes qui vivent dans ces zones endémiques.

Un autre exemple semble intéressant à citer ici pour mettre parfaitement en exergue l'influence négative de la culture sur le développement social et économique en Afrique noire. Il a trait à un projet initié par le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) en l'occurrence le projet ECOSAN (Ecological Sanitation).

En effet, partant du constat de la faible productivité des sols dans certains villages de la préfecture de Vo, ce projet visait essentiellement la valorisation des matières résiduelles des latrines (latrines ECOSAN) pour amender ou fertiliser les terrains cultivables. Les paysans se trouvant généralement incapables d'acheter l'engrais chimique. Ce projet visait essentiellement à « rendre les excréta humains sains, à prévenir la pollution, et à utiliser les produits sains des excréta humains hygiénisés pour les activités agricoles. » (in AKOUSSAH A., 2005 : 40)

Mais la mise en œuvre de ce projet qui devait apporter à coup sûr une valeur ajoutée aux paysans s'est trouvée confrontée dans le milieu, précisément dans le village de Totsoanyi, à des croyances érigées en règles liées aux excréta. Akoussah Adzowoa qui a rédigé son mémoire de maîtrise de sociologie sur le cas de ce projet, écrit en substance : « dans la communauté, la manipulation des fèces est un interdit. Une personne qui, après avoir mangé, défèque et ramasse ses fèces avec ses mains, pèche contre les ancêtres. Selon la tradition, nul n'a le droit de transporter ses propres fèces ; cela constitue une abomination. Il n'y a pas de cérémonies expiatoires et réparatrices à observer pour quelqu'un qui enfreint cet interdit. L'individu s'enfle de lui-même et se comporte d'une manière bizarre. » (2005 : 58)

Bien d'autres interdits existent par rapport aux urines. Il va sans dire que l'utilisation des excréta et des urines prônée par le projet ECOSAN pour le compostage et la fertilisation des sols va en contradiction avec la culture du milieu, ce qui explique d'ailleurs les difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

LA CULTURE, UN OBSTACLE AUX PROGRAMMES DE PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE POLITICO-ÉCONOMIQUE

La présente rubrique n'est que le prolongement de la précédente, le développement social et économique étant largement tributaire de la qualité de la gouvernance politico-économique.

La culture est au cœur des phénomènes de gouvernance politique et économique.

En Afrique traditionnelle par exemple, il n'est pas concevable que le roi connaisse de son vivant son successeur. En d'autres termes, l'alternance qui est l'un des paramètres essentiels de la démocratie est une conception plus ou moins inconnue. Le roi n'est remplacé qu'en cas de décès ou d'indisposition physique bien évidente. Ceci peut, dans une certaine mesure expliquer les problèmes que connaissent la plupart des processus démocratiques en Afrique, où les hommes au pouvoir acceptent difficilement de céder le pouvoir. D'où des élections tronquées aux résultats

manipulés et préconnus avec les contestations qui s'en suivent, remettant en cause la stabilité déjà très précaire des Etats-nations qui ont du mal à s'asseoir après près d'un demi-siècle d'indépendance pour la plupart d'entre eux.

En définitive, le principe démocratique de l'alternance politique est contraire à la tradition africaine de l'organisation et de la gestion du pouvoir. Et cet état de chose est à l'origine de nombreux conflits autour de la légitimité des dirigeants politiques avec des conséquences parfois désastreuses aussi bien sur le plan économique que social. Il est bien évident qu'aucune politique ou projet de développement ne peut réellement réussir dans un contexte politique trouble. La cohésion sociale, seul élément susceptible d'impulser une participation communautaire élargie aux processus de développement surtout local, est une condition incontournable pour un développement durable. Or, le constat qui s'impose en Afrique est que les processus électoraux sont souvent l'occasion d'exacerbation des conflits identitaires, les acteurs politiques sans scrupule n'hésitant pas à jouer sur la fibre ethnique, tribale, régionaliste pour arriver à leur fin. Ceci est d'autant plus avéré que dans la culture ou la tradition africaine, on a souvent tendance à s'identifier par rapport aux micro-structures, notamment la famille, le clan, la tribu, l'ethnie, la région...

En définitive, la culture est donc au cœur des phénomènes d'identité et surtout de gouvernance politique et malheureusement à l'origine de multiples conflits hypothéquant le développement du continent noir. Pour mémoire, on se rappelle que la crise togolaise a occasionné le départ de nombreuses ONG du territoire togolais avec pour conséquence, la suspension de nombreux projets de développement en cours et l'accentuation de la pauvreté rurale en particulier.

C'est dans cette optique que Daniel Etounga Manguelle (1991) a mis en évidence plusieurs traits fondamentaux de la culture africaine relevant de la société féodale notamment le népotisme, le favoritisme et la corruption qui gangrènent la gouvernance.

Quant à la gouvernance économique, elle est tout aussi gangrenée par des pratiques relevant de la culture. A titre illustratif, Jean-Pierre Olivier de Sardan, dans un article intitulé « **L'économie morale de la corruption en Afrique** » (1996) a mis en cause ce qu'il appelle « l'enclassement culturel du complexe de la corruption en Afrique ». Il écrit notam-

ment : « six logiques, profondément implantées dans la vie sociale courante, et qui sont au principe de nombre de comportements usuels, semblent avoir des effets sur le complexe de la corruption. » (1996 : 100). Il souligne ainsi les logiques de la négociation, du courtage, du cadeau, du devoir d'entraide de réseau, de l'autorité prédatrice et de l'accumulation redistributrice qui ont une mauvaise influence sur la gouvernance en général et la gouvernance économique en particulier. Certaines formes de solidarité peuvent ainsi constituer des facteurs d'entrave au développement. Les chercheurs du Centre International des Civilisations Bantou l'ont fait remarquer en ces termes : « Dans un projet de développement, la solidarité entre paysans appartenant à une même famille ou lignée crée une pratique de favoritisme et peut devenir un facteur de perturbation. » (1989 : 45). Plusieurs programmes de micro-crédit ont échoué dans ce contexte.

En effet, pour permettre aux parents d'élèves pauvres de ses zones d'intervention dans la Région des Savanes du Togo de subvenir aux besoins scolaires de leurs enfants, l'ONG Internationale Aide et Action a initié deux programmes ou micro-projets en l'occurrence le Fonds de Crédits Scolaire et les Points de Vente de Fourniture Scolaire gérés par les Associations de Parents d'Elèves (APE). Mais le bilan a révélé que ces programmes ont connu un échec presque total en raison du non recouvrement des crédits alloués à certains parents qui, soit par mauvaise foi, soit conscients du fait qu'ils ne peuvent être inquiétés, solidarité traditionnelle africaine oblige, refusent d'honorer leur engagement.

Un exemple pertinent de solidarité « négative » a été aussi rapporté par les chercheurs du CICIBA : « Dans plusieurs projets de développement, l'utilisation en commun des machines-outils se heurte à des difficultés de paiement en argent ou en nature si les prestations faites l'ont été pour un parent, surtout « un aîné ». (CICIBA, 1989 : 36)

En effet, selon les règles traditionnelles régissant la parenté et le droit de propriété, le bien possédé par un membre de la famille est à la disposition des membres de la lignée qui sont des aînés en mesure de l'utiliser. « Ainsi, un paysan possédant une charrue à traction bovine ou un tracteur est obligé de les prêter gratuitement à l'aîné du lignage. L'influence des liens de parenté sur les investissements en machines-outils peut même aller jusqu'à pratiquement déposséder les paysans de leurs machines-outils ». (CICIBA, op.cit : 36)

LA CULTURE, UN HANDICAP AUX PROGRAMMES DE PROMOTION DE LA FEMME

La problématique du genre dans les processus de développement a beaucoup retenu l'attention des acteurs du développement au cours des dernières décennies. Ceci procède en fait d'un constat majeur : la marginalisation des femmes constitue l'un des facteurs d'échec majeur des programmes de développement, car en effet, il s'agit là d'une importante ressource humaine qui est sous-exploitée dans le meilleur des cas et inexploitée dans le pire des cas. Jeanne Bisilliat écrira à ce propos :

« Depuis cinquante ans, les projets de développement fondés sur des préjugés masculins (par exemple un seul budget familial ou encore la femme non considérée comme un agent économique à part entière) n'ont cessé d'ignorer la réalité sociale dans laquelle ils s'inscrivaient. Ce faisant, ils ont contribué à l'échec du développement et plus précisément ont eu un impact largement négatif sur les femmes, les appauvrissant économiquement et les fragilisant socialement. » (Bisilliat J., in *Afrique contemporaine* : 81)

D'ailleurs, l'un des groupes d'indicateurs du Développement Humain (D.H.) établi par le PNUD pour les pays en développement concerne les écarts entre les hommes et les femmes sur un certain nombre de points : pourcentage de la population, espérance de vie, alphabétisation, moyenne d'années d'études, scolarisation au niveau primaire, secondaire, supérieur, l'emploi, la division sociale du travail, les responsabilités dans la fonction publique.

La mobilisation en vue de corriger cette injustice sociale qui a consisté et qui consiste d'ailleurs toujours pour les sociétés traditionnelles ou en transition en un confinement ou cantonnement des femmes dans les rôles tout aussi traditionnels de reproduction et de tenue du ménage a été importante, même si les discours ne coïncident pas toujours avec la réalité.

En effet, l'année 1975 avait inauguré la décennie des Nations Unies pour la femme. « L'intégration des femmes au développement économique » qui en était le thème et le leitmotiv, a alors alimenté conférences, séminaires et recherches. En 1985, la Conférence de Nairobi a clos cette

décennie par des débats houleux, le bruit des querelles masquant mal un bilan maigre et décevant.

Aussi, n'a-t-il pas été de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement tenue au Caire en 1994 au Sommet du Millénaire tenu à New York en 2000 en passant par le Sommet Mondial sur le Développement Social de Copenhague et la Conférence de Beijing organisés tous deux la même année, il a été donné de constater un foisonnement de discours et d'initiatives, certes encore timides, visant à sortir les femmes de l'engrenage de la marginalisation et de la pauvreté. Cet intérêt nouveau pour la gent féminine a été dépeint ainsi par Isabelle Droy : « ...de nouveaux modèles sont mis au point (...) et on parle de plus en plus du rôle des femmes dans l'approvisionnement vivrier et de leur intégration au développement. » (1990 : 6). En clair, jusque-là, les femmes étaient les oubliées majeures des politiques et projets de développement. Dès lors, s'il est unanimement reconnu qu'aucun projet de développement n'a de chance de réussir s'il n'associait pleinement toutes les parties prenantes, de quelque catégorie ou sexe que ce soit, comment croire en un quelconque développement sans la femme, la cheville ouvrière de l'Afrique rurale en particulier et de l'Afrique en général ? Comment ne serait-on pas tenté de répondre par l'affirmative à la question ci-après d'Isabelle Droy : « l'oubli des femmes peut-il être une des raisons de la faillite des programmes ? » (1990 : 6).

Même les progrès réalisés dans ce sens n'ont pas réussi à apporter des améliorations significatives dans la situation des femmes. Mais ce qui semble opportun à souligner ici, c'est essentiellement les fondements de cette marginalisation ou de l'oubli dont les femmes sont victimes dans les processus de développement en Afrique subsaharienne. Certes, « le cantonnement de la femme dans la région des choses », pour emprunter une expression chère à Isabelle Droy, a plusieurs fondements, notamment des fondements théologiques et biologiques entre autres qui ont servi à légitimer la domination masculine sur la femme : « l'appel à la nature féminine sert à légitimer, en les justifiant grâce à la biologie, les inégalités entre les sexes ; on en déduit alors que le handicap féminin est éternel. » écrivait Isabelle Droy (1990 : 9). Mais les différences biologiques suffisent-elles à expliquer les inégalités sociales entre les sexes ? Certainement pas ! D'où la nécessité de rechercher d'autres pistes d'explication et tout l'intérêt de l'analyse des fondements socio-culturels de cette situation.

Dans la Politique de la CEDAO en matière de sexospécificité, on peut lire :

« Les sociétés africaines sont fortement patriarcales, ce qui affecte sérieusement les relations entre les deux sexes. Ceci se reflète pratiquement sur toutes les sphères d'activités, notamment par rapport à la prise de décision, l'accès à l'éducation, la santé, l'accès aux ressources et leur contrôle. Dans ces sociétés, les décisions sont généralement prises par l'homme, et la femme jouit de droits limités. » (2005 : 11)

En général, en considérant la question de l'équité du genre sous l'angle de la répartition des fonctions familiales et sociales entre l'homme et la femme, on se rend compte que ce sont en dernière analyse les déterminants socio-culturels qui définissent la place qu'occupe chaque catégorie dans le système social. C'est d'ailleurs le constat de Claude Fabrizio et col. Qui disent ceci : « C'est donc l'ensemble des valeurs socio-culturelles concernant la vie familiale, la continuité des générations, le rôle éducatif des mères, qui sous-tendent l'ensemble des traits qui définissent la situation des femmes dans la société. Mais les règles de comportement sont souvent rappelées par les maris, dans certaines sociétés, s'agissant des jeunes filles, les frères, ou enfin les belles-mères, puisque, alors que leur pouvoir pendant une partie de la vie est limité, elles gagnent en influence au fil des années et deviennent des arbitres suprêmes lorsque des conflits surgissent dans la vie du ménage. (...) L'autonomie des femmes est relative, d'abord, à leur possibilité de suivre une scolarisation normale et, le cas échéant d'avoir, par la suite, un emploi, ensuite, à celle de choisir le nombre d'enfants qu'elles auront. Ces deux questions sont du reste liées, puisque c'est bien souvent le mariage et la maternité précoces qui interdisent aux jeunes filles de poursuivre le cours normal des études. » (1994 : 150)

Cette situation est déplorable quand on sait que chaque fille qui ne va pas à l'école sera moins capable de donner la mesure de ses talents et sera plus vulnérable à la pauvreté, à l'exploitation et au VIH/SIDA. De plus, ce gaspillage de potentiels se répercutera sur sa famille, la société et les générations à venir. Ainsi, cet écart entre les sexes en matière d'éducation ou autre est non seulement une atteinte à la dignité et aux droits fondamentaux des filles, mais aussi un frein au progrès de la nation tout entière. Kofi Annan écrivait à ce propos : « ...l'éducation des filles est le meilleur outil de développement qui soit. » (UNICEF ; 2003 : 2)

Presque partout dans l'Afrique subsaharienne, les pesanteurs socio-culturelles sont à l'origine de la marginalisation des femmes des processus de développement.

Une analyse sociodémographique sexo-spécifique au Togo montre à suffisance que malgré leur importance numérique, le statut des femmes togolaises n'a pas tant évolué en dépit des efforts consentis à cet effet et qu'elles sont toujours largement confinées dans leurs rôles et fonctions traditionnels de procréatrices et de femmes au foyer avec tout ce que ce statut confère comme contraintes, surcharge de travail, emploi non ou faiblement rémunéré. Dès lors, de multiples disparités et inégalités caractérisent les rapports hommes-femmes et peuvent être appréciées aussi bien dans les secteurs de la production que dans l'accès aux services afférents et les services sociaux, amenuisant dans une large mesure l'autonomie des femmes et leur participation au développement, les appauvrissant ce faisant économiquement et les fragilisant socialement. Or, aussi logique que cela puisse paraître, aucun développement n'est envisageable tant que la majorité de la population active que représentent les femmes est marginalisée et que cette importante ressource humaine qui devrait apporter à coup sûr une valeur ajoutée au développement du pays serait ignorée.

C'est d'ailleurs pourquoi aujourd'hui, l'opinion nationale s'accorde à reconnaître que, au-delà d'une simple question de droit, l'égalité en matière de genre est un enjeu de développement humain durable étant donné que les femmes représentent 53,7% de la population active togolaise contre 46,3% pour les hommes.

Une étude diagnostique réalisée par exemple en 2006 sur l'équité et l'égalité du genre et la population, avec l'appui du Système des Nations Unies (SNU) a révélé en effet que la plupart des obstacles ou barrières qui entravent l'émergence ou l'affirmation de la femme togolaise relèvent des facteurs ou stéréotypes culturels. Ainsi, de cette analyse, il ressort essentiellement que les croyances et la coutume continuent de dominer la loi moderne dans certains domaines et s'opposent au progrès des femmes qui constituent toutefois la majorité de la population active. L'auteur de cette étude écrit notamment : « Il s'agit entre autres : des mariages précoces, des mutilations génitales féminines, de la non-participation des femmes aux prises de décision, du difficile accès des femmes aux crédits et à la terre, des servitudes rituelles marquées par le placement des petites filles dans

les couvents des fétichistes, de certains rites de deuil pour la femme veuve, des interdits et des tabous alimentaires, des violences faites aux femmes, des stéréotypes sexistes au quotidien à la maison, à l'école et dans les manuels scolaires. Certaines tâches de la vie sociale continuent, dans une certaine mesure, d'être réparties tenant compte du rôle traditionnel de l'homme et de la femme ; la force des croyances liées aux coutumes et traditions ne favorise pas la suppression de ces pratiques. » (ASSIH A., 2006 : 8)

En clair, malgré les avancées qu'il faut tout de même reconnaître, les coutumes, traditions, stéréotypes et préjugés sur les femmes persistent encore et constituent des obstacles à leur promotion et à celle du pays tout entier. Ce qui est pire est que leur prégnance fait qu'ils constituent des facteurs d'échec aux initiatives souvent engagées pour pallier la situation ; les habitudes ayant la vie dure. Quelques exemples semblent intéressants ici pour illustrer cette situation.

En effet, l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF) a initié un projet visant à fournir aux femmes des services en Santé de la Reproduction. Mais le peu d'engouement des bénéficiaires désignés a permis de constater après analyse, que cette situation était en fait due au refus catégorique des hommes de laisser leurs femmes en tirer profit. Comme l'écrivait Ayayi Ajavon, « d'une façon générale, la plupart des projets sont confrontés aux contraintes liées à l'opposition de certains hommes à l'adoption par leurs conjointes des méthodes de Planning Familial. » (1998 : 11)

Il en est ainsi aussi d'un programme de santé initié par l'ONG Femme Action pour le Mieux-être de la Mère et de l'Enfant (FAMME). Ce programme était conçu pour offrir des services gratuits de vaccination aux enfants des femmes portefaix du grand marché de Lomé. Mais paradoxalement, ces dernières font souvent preuve de réticence sous prétexte qu'elles doivent retourner au village demander la permission à leurs maris avant de faire vacciner leurs enfants. Inutile de préciser que tout ceci est dû à la prégnance toujours vivace de la domination de l'homme sur la femme, celle-ci ne pouvant toujours rien entreprendre sans s'en référer au mari. Le drame ici est que ce sont les enfants qui en font les frais.

Sur le plan éducationnel, et dans l'optique de la lutte pour la correction des inégalités de genre, l'ONG RAFIA (Recherche, Appui et Formation

aux Initiatives d'Auto développement) a initié en 1997 un projet d'alphabétisation fonctionnelle en faveur des femmes dans la Région des Savanes. Mais le bilan en fin d'année a révélé que « les centres d'alphabétisation ont connu un taux de déperdition de l'ordre de 21,7% à cause des irrégularités et des abandons des auditrices. » (RAFIA, 1998 : 11). Après analyse, il est apparu que ces abandons sont en fait dus à la surcharge de travail dont les femmes sont toujours victimes.

Et c'est justement face à cette situation que l'ONG Aide et Action a initié en coopération avec l'UNICEF, un Projet d'appui à l'allègement des tâches des femmes et des filles. Ainsi, il a été mis en place des garderies où tous les jeunes enfants devaient être regroupés sous la garde de deux femmes du village. Mais comme on peut le lire dans le rapport d'activités de cette institution, « là aussi, la tradition est lourde ; un seul village s'est montré intéressé. Le motif évoqué par les autres communautés est lié à la sorcellerie ou au manque de confiance entre les villageois.

Ces exemples montrent à suffisance jusqu'à quel point les pesanteurs socio-culturelles peuvent porter entrave aux initiatives de développement en général et celles menées en faveur des femmes en particulier.

Dès lors, quelle forme de développement peut-on bâtir en marginalisant la couche sociale entre autres numériquement la plus importante ? En fait, comme il a été souligné plus haut, la promotion de la femme est un enjeu de développement. Or, dans la situation actuelle, il est prouvé que certaines cultures en Afrique noire sont loin d'être entièrement favorables à cette promotion ; ce qui constitue une lourde perte en terme de ressources humaines pour les pays de l'Afrique subsaharienne dont le Togo.

LA CULTURE, UN FACTEUR D'ÉCHEC DES PROJETS DE PROTECTION ET DE PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT.

Plus qu'une question de justice sociale, la protection et la promotion des droits de l'enfant constituent un enjeu majeur de développement. Car, peut-on prétendre à un quelconque progrès, en marginalisant la couche sociale combien importante qu'est celle des enfants ? Peut-on assurer à une nation une relève digne de ce nom en tirant à boulet rouge sur les droits